

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 23/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL AUDE AGREGATS

Route Impériale
11170 Moussoulens

Références : UID11/66-C3-2025-377
Code AIOT : 0006600174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement SARL AUDE AGREGATS implanté Au Château de la Caunette 11600 Lastours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL AUDE AGREGATS
- Au Château de la Caunette 11600 Lastours
- Code AIOT : 0006600174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière de calcaire a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°2019-038 du 1er

août 2019 pour une durée de 22 ans.

D'une superficie totale de 225 300m² dont 81 300 pour sa zone exploitée, elle est autorisée pour un tonnage annuel maximum de 450 000 tonnes. Elle abrite une installation de traitement et une station de transit relevant du régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Éloignement du voisinage	AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	repère de nivellement et de bornage	AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prise en compte des aléas miniers	Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 1.1.1.2	Sans objet
2	Parcelles autorisées	AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1	Levée de mise en demeure
5	alimentation en eau potable	AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection clôture la majorité des non-conformités constatées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant veillera à positionner des bornes de nivellement en plus des bornes de positionnement et à s'assurer de la possibilité de circuler sur les parcelles voisines de son exploitation.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées devra être informée dès que l'extraction aura atteint la cote 210 m NGF au droit de la galerie minière à éviter et lorsque le reste du carreau aura atteint la cote 208 m NGF.

Lorsque cette dernière cote est atteinte, l'exploitant transmettra le rapport de la nouvelle investigation géophysique par géoradar avant d'abaisser le carreau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prise en compte des aléas miniers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 1.1.1.2
Thème(s) : Autre, Non recoupement des ouvrages miniers
Prescription contrôlée : <p>Le démarrage de l'exploitation des phases 2 à 4 est conditionnée à la justification préalable par l'exploitant du non recoupement des ouvrages miniers de l'ancienne concession de la Caunette et du maintien de leur intégrité lors des travaux d'exploitation du gisement lors de ces différentes phases.</p> <p>Le respect de cette condition est assuré par la réalisation par l'exploitant :</p> <p>sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté de la comparaison précise et exhaustive des données cartographiques SIG des ouvrages miniers (identifiés par la carte informative de l'étude détaillée des aléas de la concession de la Caunette) avec les plans de masse du carreau de la carrière aux différentes phases ;</p> <p>sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté de la réalisation d'une étude géotechnique qui démontre la compatibilité des phases 2 à 4 avec le maintien de l'intégrité des ouvrages miniers recensés.</p> <p>Dans l'hypothèse où la comparaison et l'étude ci-dessus mettent en évidence un recoupement des extractions prévues avec les ouvrages miniers ou un risque pour l'intégrité de ces derniers, l'exploitant pourra proposer une modification du phasage par le biais d'un porter à connaissance auprès du Préfet de département.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection de 2021, et suite aux conclusions du rapport d'investigation géophysique par géoradar réalisé par la société ArkoGéos le 25/03/2021, l'exploitant avait précisé qu'il procédera à une seconde campagne de recherche d'éventuelles galeries minières, des lors que la cote du carreau aura atteint 208 m NGF.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé dans son dossier déposé en 2017 dans le cadre d'une demande de renouvellement et d'extension de la carrière que l'extraction serait stoppée à 210 m NGF au droit de la galerie minière à éviter en phase 2.</p> <p>L'exploitant a fourni un plan d'exploitation daté de décembre 2024 montrant qu'environ la moitié du carreau a atteint la cote 208 m NGF.</p> <p>L'avancement actuel de l'extraction autour de la galerie minière à éviter se situe autour de 217 m NG d'après le plan d'exploitant transmis par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une fois la cote 208 m NGF atteinte sur tout le carreau, une nouvelle étude radar sera effectuée avant de descendre en dessous de 208 NGF, courant 2026.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra s'assurer de stopper l'extraction à 210 m NGF au droit la galerie minière à éviter, conformément au plan de phasage communiqué dans son dossier de demande d'autorisation environnementale de 2017.</p>

Une nouvelle étude d'investigation géophysique par géoradar devra être réalisée lors que le carreau aura atteint la cote de 208 m NGF. L'exploitant n'est pas autorisé à poursuivre l'exploitation au delà de cette cote en l'absence de conclusion favorable du bureau d'étude et de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Parcelles autorisées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Parcelles autorisées
Prescription contrôlée : <p>La SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS, exploitant une carrière de calcaire à ciel ouvert au lieu-dit « La Caunette » sur le territoire de la commune de LASTOURS, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2019 susvisé :.</p> <p>soit en enlevant les stocks situés hors du périmètre d'autorisation</p> <p>Soit en portant à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation afin de régulariser la situation administrative et le périmètre de l'installation ;[...]</p>
Constats : <p>Les matériaux stockés sur des parcelles extérieures au périmètre autorisé ont été enlevés. Il n'a pas été constaté d'autres matériaux lors de la visite d'inspection.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble des stocks de matériaux reste au sein du périmètre autorisé de la carrière, notamment dans la zone à proximité des installations de traitement des matériaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Éloignement du voisinage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1
Thème(s) : Autre, bords des excavations
Prescription contrôlée : <p>La SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS, exploitant une carrière de calcaire à ciel ouvert au lieu-dit « La Caunette » sur le territoire de la commune de LASTOURS, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :[...]l'article 1.7.1.1 de l'arrêté</p>

<p>préfectoral du 1er août 2019 susvisé :</p> <p>en justifiant du respect de la largeur minimale de 10 m horizontale entre le bord d'excavation et les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ;.</p> <p>Ou à défaut, en portant à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation en particulier en justifiant de la stabilité géotechnique de l'ouvrage et des blocs rocheux (sans cohésion) déposés sur sa partie sommitale ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier daté du 15 main 2023 en réponse à l'inspection du 14 décembre 2022, l'exploitant a écrit qu'il reconstituera la bande des 10 m avec des matériaux de découverte présents sur le site.</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant circule et déplace des matériaux sur des parcelles à l'extérieur du périmètre autorisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de conventionner une servitude avec le propriétaire de la parcelle voisine pour permettre la circulation des engins sur la bande de terrain contiguë.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : repère de nivellement et de bornage

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, bornes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS, exploitant une carrière de calcaire à ciel ouvert au lieu-dit « La Caunette » sur le territoire de la commune de LASTOURS, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :[...]l'article 1.7.1.3 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2019 susvisé :. en plaçant des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et en plaçant des bornes de nivellement ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bornes déterminant le périmètre de l'autorisation étaient visibles sur la partie inspectée de la carrière. L'exploitant a indiqué ne pas avoir placé de bornes de nivellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra placer des bornes de nivellement en tout point nécessaire, notamment pour matérialiser les niveaux spécifiés dans le rapport d'investigation géophysique par géoradar réalisé par la société ArkoGéos.</p> <p>De plus, il devra aussi doubler les bornes de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur</p>

peints en blanc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : alimentation en eau potable

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1
Thème(s) : Autre, eau potable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS, exploitant une carrière de calcaire à ciel ouvert au lieu-dit « La Caunette » sur le territoire de la commune de LASTOURS, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :[...]l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2019 susvisé :. en raccordant les usages sanitaires au réseau public d'alimentation en eau potable ou en les alimentant par citerne d'eau potable.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni des photos du compteur d'eau potable auquel son installation est connectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite